

Zeitschrift: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 310

Artikel: Du pain pour les Chiliens ou des armes pour Pinochet
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028552>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Du pain pour les Chiliens ou des armes pour Pinochet

Les protestations officielles ont beau se multiplier à l'ONU, la commission internationale des droits de l'homme a beau dénoncer, preuves à l'appui, les atrocités commises par les nouveaux maîtres de Santiago, ceux-ci bénéficient auprès de leurs créanciers, d'un préjugé favorable. Plus favorable en tout cas que le gouvernement Allende. Qu'on en juge plutôt par l'évolution des conditions de remboursement de la dette extérieure chilienne par le Club de Paris, qui regroupe les principaux créanciers du Chili, dont les Etats-Unis, la République fédérale allemande, la Grande-Bretagne, la France... et la Suisse :

Pourcentage de la dette renégociée	1972 ¹ 70 %	1974 80 %
Forme de paiement de la partie non-renégociée	comptant	4 ans
Délai de paiement de la partie renégociée	6 ans	7 ans

¹ Sous Allende.

Misère endémique

On dira que cette politique, pour le moins complaisante, est la seule qui puisse soulager la misère croissante du peuple chilien (et garantir accessoirement bien sûr que les prêts soient au moins remboursés en partie...). A première vue en effet, les facilités octroyées lors de la dernière réunion du Club de Paris ont permis à la junta de disposer plus librement de devises devenues totalement indispensables, car la hausse brutale des prix avait fortement diminué le pouvoir d'achat de larges couches de la population chilienne (selon les chiffres officiels, l'indice du coût de la vie a augmenté de plus de 100 % d'octobre à décembre 1973, et de 376 % en 1974; le salaire minimum s'est multiplié par dix de septembre 1973 à janvier 1975, mais les prix des produits

de première nécessité ont augmenté dans des proportions beaucoup plus grandes : celui du pain s'est multiplié par 55, celui de l'huile par 64, celui du lait par 43, celui du sucre par 50, celui des transports en commun par 38 pendant la même période).

En réalité, ces ressources supplémentaires ont été d'abord consacrées à des dépenses militaires qui devaient renforcer la mainmise du général Pinochet sur le pays. Des exemples ?

Les intérêts des fabricants d'armes

En avril 1974, des sources proches du Département d'Etat nord-américain ont révélé que les investissements d'armes au Chili atteignaient environ 500 millions de dollars. Selon ces sources, la junta aurait acheté aux Etats-Unis du matériel pour la valeur de 200 millions environ, et l'on annonçait que « prochainement la junta devrait recevoir du matériel de guerre acquis en France, Espagne, Angleterre et Israël pour une somme de près de 300 millions de dollars ».

La marine chilienne a complété ses trois croiseurs, deux sous-marins, quatre destructeurs-escorteurs (destroyers) et huit bateaux de patrouille et de transport par deux vedettes et deux destroyers acquis aux Etats-Unis, et deux frégates et deux sous-marins livrés par la Grande-Bretagne.

L'aviation a fait un bond en avant considérable dans son pouvoir de guerre : aux quarante et un appareils qu'elle possédait au moment du coup d'Etat, elle a ajouté soixante-quinze nouveaux appareils.

C'est l'armée de terre qui a reçu la plus petite partie de ce nouvel armement. Cependant on connaît ses démarches pour acheter principalement des tanks et de la munition anti-tank. Actuellement l'armée de terre est en train de négocier avec les Etats-Unis pour l'achat de puissants tanks N-60 et de fusées anti-tanks « Tow ». Avec la France, la junta est en tractations pour acheter des tanks AMX-13 et AMX-30, ainsi que des hélicoptères Puma SA-330 pour l'aviation.

A cela il faut ajouter l'armement léger (fusils, mitraillettes, etc...) que la junta a reçu de la Belgique et de l'Allemagne fédérale.

La junta a reconnu officiellement quelques-uns de ces achats militaires.

A côté de ces achats d'armes, il faut souligner une autre destination des fonds internationaux : la junta a utilisé une part considérable de ses ressources pour indemniser les grands monopoles nord-américains : 69 millions de dollars à la Kennecott, plus de 250 millions à la Anaconda Co., 41,8 millions à la Cerro Co. et plus de 125 millions à ITT...

On voit que la plupart des créanciers du Club de Paris s'y « retrouvent » largement dans les bénéfices perçus sur les ventes d'armes à la junta ! On peut donc douter qu'ils tuent la poule aux œufs d'or lors de la prochaine réunion du club à la fin du mois. Quelques voix pourtant se sont fait entendre pour protester contre cet appui intéressé aux tortionnaires de Santiago : le gouvernement britannique, pour protester contre les violations des droits de l'homme commises au Chili, ne prendra pas part à la réunion en question; la Hollande et l'Italie ont déjà pris la même décision. On attend la prise de position helvétique !

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Le portrait des Suisses par Jacques Chessex

Un ami italien m'a envoyé un numéro de la revue « Gente » (autant que je puisse en juger, une sorte de « Paris-Match », en moins cossu), de septembre 1974, qui publie une interview de M. Jacques Chessex.

« En Suisse, déclare M. Chessex (à supposer que ses propos soient fidèlement rapportés) à son interlocuteur Enrico Giuffredi, seul le vin est bon. »